

hebdomadaire

n° 3016 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

TVA EN HAUSSE... SALAIRES À LA BAISSE?

Mesure principale annoncée dimanche soir: la hausse de la TVA, qui pénalisera le pouvoir d'achat. Mais rien pour les salaires, en revanche mis en danger par la logique des accords compétitivité-emploi (lire page 3 et l'éditorial page 4).

AGIR événements

Pour sortir de la crise,
l'Organisation internationale
du travail préconise
de relancer le pouvoir d'achat
des salariés et d'augmenter les
dépenses publiques.

Lire page 2

Le gouvernement a fait voter
par l'Assemblée nationale un
texte de loi remettant en cause
le droit de grève dans le
transport aérien.

Lire page 5

Avec des crédits en très faible
hausse, les universités
constatent que l'autonomie est
l'antichambre de l'austérité
budgétaire.

Lire page 6

Il y a quatre millions
de salariés qui travaillent dans
des entreprises de moins de
dix salariés, dont 1,5 million
dans l'artisanat.

Lire page 8

**HAUSSE DE LA TVA: UNE
ERREUR ÉCONOMIQUE
ET UN DANGER SOCIAL**

Lire l'éditorial page 4



SAVOIR pratique

Représentatifs ou pas, tous
les syndicats ont les mêmes
droits en matière d'affichage
dans l'entreprise, quand bien
même un accord collectif prétend
le contraire.

Lire page 13

DOSSIER en pages centrales

Dans les pays occidentaux,
l'ampleur de la crise au sein
de la jeunesse est telle
qu'elle risque de pénaliser
durablement toute
une génération.

MONTRER enquête

Entre papy-boom, nouvelles
pratiques et course au profit, le
(petit) monde des entreprises
funéraires développe des
pratiques commerciales de
plus en plus discutables.

Lire pages 17 à 20



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

HAUSSE DE LA TVA: UNE ERREUR ÉCONOMIQUE ET UN DANGER SOCIAL

Nous ne commentons pas l'aspect politique de l'intervention du président de la République. Cela relève de l'appréciation citoyenne, non syndicale.

Nous nous concentrerons sur quelques-unes des mesures annoncées.

La première est celle d'une augmentation, en octobre, de la TVA (augmentation de 1,6 point du taux moyen de 19,6%) et de 2 points de la CSG sur les revenus financiers, pour compenser une suppression de la cotisation patronale pour les allocations familiales entre 1,6 et 2,1 SMIC.

C'est – nous le confirmons – une erreur économique et un danger social. Erreur économique car tout est basé sur une volonté d'alléger le coût du travail pour être plus compétitif.

Les comparaisons avec l'Allemagne sont fausses et très largement incomplètes. N'oublions pas, par exemple, que l'Allemagne, dans l'industrie et l'agriculture, exploite à fond les productions dans les expays de l'Est et qu'elle use et abuse de la directive détachement dans une logique de dumping social. N'oublions pas non plus que le niveau de la protection sociale est plus faible en Allemagne et

que les assurances privées y sont plus développées. Ainsi, 35% des travailleurs allemands ont recours (via des cotisations employeurs notamment) à des systèmes privés de retraites complémentaires, ce qui ne rentre pas dans le calcul des prélèvements obligatoires.

Augmenter la TVA c'est aussi prendre le risque de voir les prix augmenter et de peser à la baisse sur le pouvoir d'achat.

Enfin, sur le plan social, c'est fragiliser le financement des allocations familiales. Qui garantira que, demain, une part de la TVA ira encore aux allocations familiales?

Rappelons que la meilleure garantie pour les travailleurs du maintien des régimes de protection sociale collective est l'existence d'un financement majoritaire par la cotisation (salaire différé), non sujet aux à-coups des décisions parlementaires ou gouvernementales opportunistes, idéologiques ou politiciennes.

De fait, seul le patronat se réjouit de cette mesure.

Concernant les accords dits «compétitivité-emploi», notons d'abord que le gouvernement renonce à faire passer une loi au forceps sous quelques semaines. Il renvoie à une négociation avec un délai de deux mois, ce qui nous mène fin mars.

Nous confirmons d'ores et déjà notre opposition à un dispositif dangereux à plus d'un titre:

- il tendrait à remettre en cause la durée légale du travail;

- il ferait payer aux salariés la diminution d'activité de l'entreprise au nom du «travailler moins pour gagner moins»;

- il donnerait à l'accord d'entreprise la suprématie sur l'accord de branche ou la loi. C'est la logique anglo-saxonne au détriment de la logique républicaine.

Imposer une telle logique constituerait une forme de coup d'État social.

Au titre des annonces positives, nous mentionnons la mise en place, dès février, d'une banque nationale pour l'industrie dotée d'un milliard d'euros, ce que nous demandons depuis longtemps. Pour autant nous ne voulons pas être codécideurs en la matière, chacun son rôle en démocratie.

Au final, il est clair, comme nous le disons depuis quatre ans, qu'on ne sortira réellement de la crise en France comme en Europe qu'en rompant avec l'austérité économique, salariale et sociale.

On ne sort pas d'une crise causée par le capitalisme libéral et toutes ses turpitudes par plus de libéralisme.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Rapport: L'OIT demande des mesures mondiales pour recréer des emplois.
Europe: La déflation salariale allemande a accéléré la crise.

Page 3

Durée du travail:
Accords de compétitivité: travailler plus pour gagner moins.
De Bosch aux Fondateurs du Poitou: Une décennie de chantages à l'emploi.

Page 4

Hausse de la TVA: une erreur économique et un danger social, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Liberté fondamentale: Transport aérien: le droit de grève remis en cause.

Habillement: Les Lejaby demandent l'accès aux préretraites.

Page 6

Faillite programmée: Universités: l'autonomie, antichambre de l'austérité budgétaire.
Enseignement: Profs et instits trouvés à la Bourse interministérielle de l'emploi public?

Page 7

Déficit: UNEDIC: recettes en baisse et dépenses en hausse.
Constat: Chômage: 2011, l'année terrible.

Page 8

Syndicalisme: Développer le dialogue social dans l'artisanat.
Artisanat: Salariés de l'artisanat: qui sont-ils?

Page 9

Hôpital public: *Quid* des RTT des personnels hospitaliers?
Post-scriptum, par Yves Veyrier: Allez voir Louise Wimmer.

SAVOIR

Page 13

Les droits:
Communication syndicale: les organisations syndicales doivent bénéficier des mêmes droits.
Consommation: Réforme de la CSC: peut nuire à la santé du consommateur.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Tromperie et tricherie:
Quand l'argent et le dopage tuent le sport.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Le marchand de taxes est passé.

Page 16

Une sélection de livres.
À voir:
Angoulême: BD et peinture font case commune.

MONTRER

Pages 17 à 20

Pompes funèbres: Le papy-boom économique.

/ DOSSIER

Pages 10 et 11

Entretiens de l'IRES: Jeunes de tous pays: les premiers à encaisser le choc de la crise.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 1^{er} trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

TPE

Oui!

C'est de vous qu'on parle



2012, année des salariés des TPE*.

En décembre, 4 millions de salariés de l'artisanat, du commerce, des services, des professions libérales, de l'industrie ont leur élection.

*Très Petites Entreprises – moins de 11 salariés

Mieux représentés, + forts

FO

La loi d'août 2008 réformant les critères de représentativité syndicale a entraîné une compétition électorale d'où découle de nombreux contentieux. Ici, la Cour de cassation a confirmé qu'un syndicat non représentatif avait le droit, dans une entreprise, de disposer de moyens égaux en matière d'infor-

mation sociale et syndicale (en l'occurrence l'accès à l'intranet, souvent occasion de conflits, voir FO Hebdo n°3002, daté du 5 octobre 2011) si, comme la loi l'indique, il y possède une section syndicale. Un accord collectif ne peut s'y opposer sans violer le principe même d'égalité.

COMMUNICATION SYNDICALE: LES ORGANISATIONS SYNDICALES DOIVENT BÉNÉFICIER DES MÊMES DROITS

Par un arrêt de la Cour de cassation en date du 11 janvier 2012 (Cass. soc., 11 janvier 2012, n°11-14.292, *Avenance*, FS-P+B), les hauts magistrats ont veillé au respect du principe d'égalité entre organisations syndicales.

En l'espèce, le syndicat CAT (Confédération autonome du travail du secteur privé) et plusieurs salariés de la société Avenance enseignement et santé avaient saisi la justice pour demander l'annulation des élections, au motif que le principe d'égalité entre les organisations syndicales n'avait pas été respecté.

En effet, l'employeur avait refusé au syndicat CAT le bénéfice des dispositions de deux accords collectifs d'entreprise portant sur la communication des organisations syndicales, au motif que ce dernier n'était pas représentatif. Le tribunal d'instance de Puteaux leur donne gain de cause et la société se pourvoit alors en cassation. Celle-ci fait grief au jugement d'avoir annulé le premier tour des élections professionnelles ayant eu lieu au sein de la société. La société considère qu'une

disposition d'un accord collectif, plus favorable que la loi, qui subordonne l'octroi à des syndicats d'avantages à une condition de représentativité ne peut constituer une violation du principe d'égalité.

Ainsi, le syndicat CAT n'étant pas représentatif dans l'entreprise, il ne pouvait bénéficier que des moyens prévus par la loi au bénéfice des syndicats ayant créé une section syndicale et ayant désigné un représentant de section syndicale.

La chambre sociale de la Cour de cassation s'oppose clairement à l'argumentation soutenue par l'employeur et approuve le jugement rendu par le tribunal d'instance. Elle énonce «qu'en vertu des articles L. 2142-3 à L. 2142-7 du Code du travail, l'affichage et la diffusion des communications syndicales à l'intérieur de l'entreprise sont liés à la constitution par les organisations syndicales d'une section syndicale, laquelle n'est pas subordonnée à une condition de représentativité; que dès lors, les dispositions d'une convention ou d'un accord collectif visant à faciliter la communica-

tion des organisations syndicales ne peuvent, sans porter atteinte au principe d'égalité, être limitées aux seuls syndicats représentatifs et doivent bénéficier à tous les syndicats qui ont constitué une section syndicale».

En l'espèce, l'un des accords accordait des droits plus importants en matière d'affichage au sein de l'entreprise. L'autre fixait les moyens techniques de diffusion de l'information syndicale, notamment par l'intermédiaire d'un réseau intranet. Ainsi, la Cour de cassation considère que le tribunal d'instance «a, à bon droit, décidé que ces dispositions, réservées par les deux accords aux seuls syndicats représentatifs, devaient bénéficier au syndicat CAT qui avait constitué dans l'entreprise une section syndicale».

Cette solution se justifie aisément car dans la mesure où le syndicat CAT possédait une section syndicale, l'employeur aurait dû lui donner les moyens nécessaires à l'exercice de son activité syndicale. Cela est d'autant plus vrai que l'entreprise se trouvait dans la perspective d'élec-

tions professionnelles à venir. Ces élections déterminent l'audience de chaque organisation syndicale et chacune d'entre elles doit pouvoir bénéficier de moyens identiques afin de promouvoir son action syndicale. Cette solution mérite d'être saluée puisqu'elle permet la préservation d'un équilibre dans le processus électoral...

FS-P+B

Abréviations concernant un arrêt de la Cour de cassation. FS indiquant une formation de section réunissant au moins neuf magistrats, et P+B signifiant «publié et flash», soit une publication au *Bulletin d'information* bimensuel pour que les magistrats du fond soient rapidement informés.

PRINCIPE D'ÉGALITÉ

L'un des principes généraux du droit. Fondamental, sa valeur constitutionnelle le situe au sommet de la hiérarchie des normes.

SECTION SYNDICALE

Regroupe des salariés d'une même entreprise ou établissement, à partir du moment où il y a deux personnes qui adhèrent à ce syndicat.

CONSOMMATION

RÉFORME DE LA CSC: PEUT NUIRE À LA SANTÉ DU CONSOMMATEUR

Dans sa volonté quasi pathologique de regrouper à tout-va, le gouvernement pourrait bien nuire à la santé et plus généralement à la sécurité du consommateur. Après des exemples comme la fusion de la carpe ANPE et du lapin ASSEDIC ou le mix improbable du Médiateur de la République, du Défenseur des enfants, de la Commission nationale de déontologie de la sécurité (CNDS) et de la HALDE (Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité), la réforme de la Commission de la sécurité des consommateurs (CSC) a consisté en son rattachement à l'Institut national de la consommation (INC). Les membres mêmes de cette commission, instituée en 1983, viennent de qualifier ce rapprochement de «contre

nature», car «consistant à placer sous l'égide d'un établissement public à caractère industriel et commercial les services d'une autorité administrative dont l'indépendance est l'un des fondements essentiels». Ils ont également souligné que «le nombre de conseillers techniques, dont la compétence est cruciale pour l'instruction des dossiers, est passé de six à quatre». Et de plus «au statut précarisé», souligne ConsoFrance, dont l'AFOC est membre, qui constate que «plus d'un an après l'entrée en vigueur de cette loi, les dysfonctionnements sont monnaie courante». La Commission elle-même s'est retrouvée dans des locaux provisoires. Bref, un véritable «délitement» de cette «institution qui, par ses avis sur tous les produits et services suscep-

tibles de présenter un risque pour les consommateurs –plus de 400 depuis sa création–, concourt à une mission d'intérêt public».

Ce bilan peu glorieux traduit le «peu de considération dont fait preuve le gouvernement vis-à-vis des consommateurs et de leurs représentants», a estimé ConsoFrance, qui a demandé, le 5 janvier dernier, que «les moyens humains et matériels nécessaires soient alloués à la commission afin qu'elle assure sa mission de sécurité au service des consommateurs». Pour les tenants de la RGPP, un service guère compris...

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Les chiffres font partie de la vie quotidienne et nous sommes aujourd'hui noyés sous une quantité impressionnante de données et de statistiques. Difficile de se retrouver dans ce dédale. C'est pourquoi *Force Ouvrière hebdomadaire* vous informe régulièrement de l'évolution de certains de ces repères précis.

LE SMIC

Depuis le 1^{er} janvier 2012:
9,22 euros l'heure,
soit **1 398,37 brut**
par mois
pour 151,67 heures.

FONCTIONNAIRES

Minimum de traitement
dans la fonction publique:
depuis le 1^{er} janvier 2012:

1 398,35 euros brut.

Plafond mensuel
de la Sécurité sociale
du 1^{er} janvier
au 31 décembre 2012
3 031 euros.

ASSURANCE- VIEILLESSE

Minimum vieillesse:

Au 1^{er} avril 2011:

8 907,34 euros par an
pour une personne seule
(742,27 euros par mois)
14 181,30 euros par an
pour un couple

Minimum contributif majoré:

7 974,55 euros par an
pour une personne seule
(soit **664,54 euros** par mois).

Médecine conventionnée
(tarifs secteur 1)

Au cabinet du médecin
omnipraticien:

23,00 euros

Au cabinet du médecin
spécialiste:

25,00 euros.

LE . CHIFFRE . DE . LA . SEMAINE

1 000 000 000 000 000

Aux États-Unis, le total des prêts accordés aux étudiants pour financer leurs études a battu un nouveau record en atteignant quelque mille milliards de dollars (1+12 zéros) en 2011 et, pour la première fois, a dépassé le montant des cartes de crédit, selon des chiffres officiels émanant notamment de la Réserve fédérale et du Département de l'Éducation. Ces derniers ont également fait apparaître que les défauts de remboursement pour ce type de prêts, appelés *student loans*, ont également augmenté, passant de 6,7% en 2007 à 8,8% en 2009. Ils devraient atteindre les 10%. Bien entendu, toutes ces dettes ont été titrisées, c'est-à-dire transformées en créances négociables et noyées dans des packages que le marché s'est joyeusement ingénié à disperser. Une nouvelle bombe à retardement qui pourrait exploser si trop de jeunes diplômés tardent à trouver un emploi.

COTISATIONS SOCIALES, EN POURCENTAGE DU SALAIRE BRUT

CSG: 7,5% depuis le 1^{er} janvier 1998 (au lieu de 3,4%) et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

CRDS⁽¹⁾: 0,5% depuis le 1^{er} février 1996 et sur 98,25% du salaire depuis le 1^{er} janvier 2012.

SÉCURITÉ SOCIALE

Assurance-maladie: 0,75%

Assurance-vieillesse: 6,65%

Assurance-vieillesse dé plafonnée: 0,10%

ASSURANCE-CHÔMAGE

● Cotisation ASSEDIC
Tranches A et B 2,40%

APEC⁽²⁾ 0,024%

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES

● ARRCO (Taux minima obligatoires)

Non-cadres tranches A et B
et cadres tranche A: 3%

● AGIRC
Cadres tranches B et C: 7,70%

● Cotisation AGFF
Tranche A⁽³⁾ 0,80%
Tranche B⁽⁴⁾ 0,90%

1) Contribution au remboursement de la dette sociale.

2) Association pour l'emploi des cadres.

3) Tranche A: dans la limite du plafond de la Sécu.

4) Tranche B: entre 1 et 4 fois le plafond de la Sécu.

ALLOCATIONS FAMILIALES

2 enfants: 125,78 €
3 enfants: 286,94 €
Par enfant en plus: 161,17 €

Majoration pour âge
des allocations:

35,38 € de 11 à 16 ans
et 62,90 € après 16 ans.

Pour vos enfants nés après
le 30 avril 1997, vous ne
recevrez pas ces deux ma-
jorations; vous recevrez
une majoration de 62,90 €
à partir du mois suivant
leur 14^e anniversaire.

CHÔMAGE

L'allocation doit s'élever à
27,66 euros par jour au mini-
mum, mais ne peut dépasser
75% du salaire journalier de
référence (salaire des douze
mois qui ont précédé la rup-
ture du contrat de travail).

Vous trouverez tous les détails
dans le tableau «Allocations
chômage» ci-dessous.

INDICES DES PRIX À LA CONSOMMATION (INSEE)

DÉCEMBRE 2011 DU 31/12/2010 AU 31/12/2011 DU 01/01/2011 AU 31/12/2011
+0,4% +2,5% +2,5%

INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS

4^e trimestre 2011, l'indice de référence des loyers atteint 121,68 – évolution sur un an: + 2,11%

L'article 9 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 a modifié l'indice de référence des loyers. Le nouvel indice correspond à la moyenne, sur les douze derniers mois, de l'indice des prix à la consommation hors tabac et hors loyers.

LES ALLOCATIONS CHÔMAGE

LES RÈGLES D'INDEMNISATION

Le principe, c'est qu'un jour cotisé égale un jour indemnisé.

Trois paramètres sont pris en compte.

1- La période de référence. C'est la période pendant laquelle on regarde si le demandeur d'emploi a travaillé, donc cotisé. Pour les moins de 50 ans, ce sont les 28 derniers mois à compter de la rup-

ture du contrat de travail. Pour les plus de 50 ans, ce ne sont pas 28 mois, mais 36.
2- La durée minimale de cotisation. Pour être indemnisé, il faut avoir travaillé au minimum 4 mois, soit 122 jours dans la période de référence.

3- Les durées maximales d'indemnisation. Pour les moins de 50 ans, la durée maximale est de 24 mois. Pour les 50 ans et plus, cette durée est de 36 mois. Exemple: un salarié qui a travaillé 4 mois dans les 28 derniers mois (il a moins de 50 ans) aura droit à 4 mois d'indemnisa-

tion. S'il avait travaillé 7 mois, il aurait eu droit à 7 mois d'indemnisation.

Autre exemple: un salarié de plus de 50 ans qui a travaillé 27 mois aura droit à 27 mois

d'indemnisation; s'il avait travaillé 46 mois, il aurait eu droit à 36 mois, soit le plafond. Ces règles s'appliquent à compter du 1^{er} avril 2009 pour les procédures de

licenciements individuels ou collectifs engagées à compter de cette date. Si la procédure a été engagée avant, ce sont les anciennes règles qui s'appliquent.

Montant des allocations

Dans le cas général, le mode de calcul de votre allocation s'établit comme suit. Une comparaison est effectuée entre:

△ 40,4% de l'ancien salaire plus une partie fixe de 11,34 euros par jour;

△ 57,4% de cet ancien salaire;

△ l'allocation minimale de 27,66 euros. C'est le montant le plus favorable pour l'allocataire qui sera retenu.

Une réserve cependant, le montant de l'allocation ne peut jamais dépasser 75% du salaire journalier de référence.

FORCE Ouvrière

*Mercredi prochain, dans votre **hebdomadaire**,
une enquête sur le mauvais procès
fait au SMIC par les libéraux.*

POMPES FUNÈRES

Le papy-boom économique

Le monde funéraire est en pleine révolution.

La génération du baby-boom arrive en fin de vie,
annonçant une explosion du nombre de décès
d'ici à quinze ans.

En parallèle, les entreprises doivent s'adapter à l'essor
fulgurant de la crémation et survivre dans
un marché qui attire désormais
des investisseurs avides de rentabilité.